

"Facilité Alimentaire" de l'UE profite à plus de 20.000 ménages burundais

Arrib News, 23/04/2012 – Source Xinhua Une année et demie après son démarrage, l'initiative "Facilité Alimentaire" de l'Union Européenne (UE), mise en œuvre dans le cadre du Projet d'Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricoles au Burundi (PAIVA-B), aura profité à 20.780 ménages burundais, selon un communiqué du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) reçu lundi. Le PAIVA-B, initié par le gouvernement du Burundi et le FIDA avec l'appui de l'Union Européenne (UE) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM), procédera mardi à la remise-reprise officielle des infrastructures rurales financées par la "Facilité Alimentaire" en commune Bugendana en province Gitega (centre), indique le communiqué.

Les infrastructures qui seront remises sont notamment 51 kilomètres de pistes rhabilitées en province de Gitega et Karusi (centre), 1.086 hectares de marais aménagés/rhabilités dans 13 marais en province de Gitega et de Karusi, ainsi que 1 marais de la province de Kayanza (nord), 6 magasins de stockage pour le stockage de la production des bœufiers en province de Gitega et Karusi. En plus des infrastructures, la chaîne de solidarité communautaire a été initiée dans ces provinces. Ainsi, 1.210 tables équipées à cet effet ont été construites pour 1.200 gagnesses/primipares et 10 taureaux de race améliorée. Aussi, 3.435 chèvres et 100 boucs Boer ont été distribués avec l'appui de l'UE dans le cadre du PAIVA-B, a-t-on précisé. Durant cette période d'intervention dans cette zone pilote, le PAIVA-B a bénéficié du soutien de l'UE, à travers l'initiative "Facilité Alimentaire", pour un montant de 4,5 millions d'euros, qui s'est terminé en décembre 2011. Après la clôture du financement de l'UE, le PAIVA-B continuera ses activités, financées par le FIDA, le PAM, le gouvernement du Burundi et ses bénéficiaires, dans les deux provinces, ainsi que celles de Cibitoke, Kayanza, Bubanza et Muramvya. Selon la même source, le PAIVA-B, d'une durée de 8 ans, est financé par le FIDA (42,9%), l'UE (19%), le PAM (14,7%), le gouvernement du Burundi (10,9%) et les bénéficiaires (8,2%). Ce projet a démarré réellement ses activités en 2010 dans les provinces pilotes de Gitega et de Karusi.